

	Groupe d'Experts Action 2 3 ^e réunion Casdar 5521 « RED-SPyCE »	12/02/2019
Synthèse des 4 réunions régionales	Rédigé par Nelly Dubosc (CRAO) Groupe de travail GTN2 : Nelly Dubosc (CRA Occitanie), Lucien Pagès (CRA Occitanie), Florian Fougy (CRA Normandie), Emilie Guerre (CDA 55), Dominique Candau (CDA 88), Lionel Magnin (FRCivam Pays-de-la-Loire), Claire Mosnier (INRA), Sophie Chauvat (IDELE), Sonia Ramonteu (ACTA), Yannick Carel (ARVALIS). Avec la participation de Myriam Gaspard (CRA Occitanie).	

Tâche 2.2 : Appréhender le futur de la polyculture-élevage par la construction de scénarios de futurs probables (CRAO, Nelly DUBOSC)

Objectifs de la réunion : Affiner les scénarii travaillés en GE2 pour :

- (1) Évaluer les évolutions des exploitations polyculture-élevage selon chaque scénario**
- (2) Proposer des leviers d'action en faveur de la polyculture-élevage dans chaque scénario**

1. Liste des réunions

Région	Structure organisatrice	Date de la réunion	Nombre de participants	Commentaire
Midi-Pyrénées	Chambre régionale d'agriculture d'Occitanie	25/10/18	21	Groupe assez proche des deux précédents, bien équilibré. 1/3 a participé aux 3 réunions
Pays de la Loire	CIVAM Pays-de-la-Loire	08/11/18	7	Participation qui a fortement diminué notamment en raison de plusieurs arrêts maladie. Profils qui restent équilibrés
Lorraine	Chambres d'agriculture des Vosges et de la Meuse	25/10/18	8	Groupe assez faible mais plutôt stable par rapport au GE2. Bon équilibre des profils
Normandie	Chambre régionale d'agriculture de Normandie	06/12/18	5	Peu de participants mais groupe très stable, plutôt ouest de la région

2. Bilan de la participation

Hormis en Midi-Pyrénées où la participation s'est maintenue à un niveau élevé, les groupes étaient assez restreints. Néanmoins, dans l'ensemble des régions, on observe des groupes relativement stables, ce qui témoigne d'un véritable intérêt des participants présents à ce GE3. L'éloignement dans le temps de cette 3^e réunion (1 an depuis le GE2) a certainement contribué à la baisse de participation.

Globalement, sur l'ensemble des 4 régions, 89 personnes provenant de 61 structures différentes ont participé aux groupes d'experts. 19% ont assisté aux 3 réunions et 26% à 2 réunions sur 3.

3. Analyse des mutations 2015-2030

Après quelques rappels sur les acquis du projet (présentation des résultats statistiques d'évolution de la polyculture-élevage entre 2007 et 2014), les experts ont été répartis en sous-groupes (un groupe par scénario) lorsque cela était possible pour bâtir les matrices d'évolution des exploitations agricoles à horizon 2030 selon chacun des scénarii (*cf. compte-rendus régionaux*).

Si les 3 scénarii ont ainsi pu être traités en Midi-Pyrénées et en Lorraine, la taille restreinte des groupes de Normandie et de Pays-de-la-Loire a contraint les animateurs à ne travailler que deux scénarii sur les 3. Respectivement, les scénarii 1 & 3 et les scénarii 1 & 2.

La matrice régionale 2007-2014 (*cf. compte-rendus régionaux*) servait de base de réflexion et les experts disposaient également des documents issus des 2 réunions précédentes. Un apport complémentaire sur les simulations micro-économiques ORFEE (modèle d'optimisation des exploitations agricoles) a été fait après l'atelier afin d'alimenter les discussions lors de la restitution des groupes.

Ci-dessous sont repris les points clés de chacun des scénarii pour les 4 régions.

Scénario 1 : Ultra-libéralisation des marchés et mondialisation galopante

Le scénario 1 est clairement défavorable à la polyculture-élevage (PE) et même à l'agriculture en général. Dans l'ensemble des régions, on imagine une baisse considérable du nombre d'exploitations agricoles. L'élevage semble être particulièrement touché dans les 4 régions. Les groupes d'experts ont indiqué des diminutions du nombre d'exploitations en élevage et en PE allant de -30% (PE viande en Pays-de-la-Loire) à une quasi disparition (PE lait en Midi-Pyrénées).

Les experts indiquent des évolutions un peu différenciées entre lait et viande. En viande, on assiste à une baisse très importante des élevages spécialisés alors que les PE viande s'en sortent généralement un peu mieux. Sauf en Midi-Pyrénées où ils diminuent dans les mêmes proportions que les spécialisés. La situation du lait est encore plus alarmante qu'en viande, les PE lait diminuent drastiquement voire disparaissent et seules quelques exploitations spécialisées se maintiennent. Les PE les plus performants se spécialisent pour survivre. Seuls les Pays-de-la-Loire imaginent un avenir moins catastrophique en lait qu'en viande.

Beaucoup de systèmes PE se transforment en grandes cultures spécialisées (GC), en particulier en Midi-Pyrénées et dans les Pays-de-la-Loire. On voit même des élevages spécialisés basculer en GC sans même passer par la case polyculture-élevage. Néanmoins, le nombre d'exploitations en GC est également en recul.

Les élevages se maintiennent dans les territoires au prix d'agrandissements importants et d'une forte spécialisation permettant d'optimiser au maximum les coûts. En viande, on assiste à une désintensification des systèmes en Lorraine et en Midi-Pyrénées, avec la mise en place d'ateliers d'engraissement.

Les exploitations agricoles recherchent la performance et la compétitivité à tout prix et on voit se développer une agriculture de firme, avec des filières totalement intégrées portées par des grands groupes industriels.

Dans certaines zones, et sous l'impulsion des acteurs privés, se maintient une polyculture-élevage territoriale avec la mise en place d'échanges entre cultivateurs et éleveurs.

Scénario 2 : Economie territoriale et recentrage sur la qualité

Ce scénario s'avère plus favorable à l'agriculture et en particulier à la polyculture-élevage. En effet, on envisage ici une baisse du nombre d'exploitations mais dans une moindre proportion par rapport à la tendance actuelle, hormis en Pays-de-la-Loire où la part de l'export étant très importante, ce scénario se place plutôt en rupture.

Les équilibres actuels se maintiennent plus ou moins avec une diminution des flux des systèmes PE vers les spécialisés.

Les attentes croissantes des consommateurs pour des produits locaux sont favorables au maintien des systèmes PE, en particulier les PE non laitiers qui se diversifient encore plus avec des ateliers monogastriques ou petits ruminants notamment. On voit d'ailleurs émerger un groupes d'exploitations très diversifiées, plutôt de grandes tailles, et qui développent divers ateliers à la fois en productions animales (porcs, volailles, petits ruminants, etc...) et végétales (légumineuses, maraîchage, agroforesterie, etc...). Ainsi, même les exploitations spécialisées de grandes cultures tendent à se diversifier et reviennent pour certaines vers de la PE.

Les systèmes d'exploitation sont de taille très variable. En effet, les systèmes mixtes peuvent être soit des structures familiales très couplées et de dimension restreinte, avec un bon équilibre de la main d'œuvre ; soit de grandes structures constituées par le regroupement d'exploitations spécialisées et employeuses de main d'œuvre salariée.

Néanmoins, la condition *sine qua non* pour que les systèmes mixtes se pérennisent dans ce scénario est l'émergence de démarches collectives fortes dans les territoires, portées par les agriculteurs ou par les filières. Il est notamment nécessaire de mettre en place des outils collectifs pour gérer la transformation, le transport et la vente des produits en filières courtes, mais également des collectifs de travail. Ces démarches collectives sont soutenues par les pouvoirs publics et en particulier par les régions qui s'engagent fortement dans les territoires ruraux. Elles peuvent également être engagées avec l'appui des associations de consommateurs, devenues très actives dans ce scénario.

Scénario 3 : Transition agro-écologique et énergétique

Ce scénario est semble-t-il le moins consensuel entre les régions. L'évolution de la PE dans ce contexte semble être envisagée de manières très différentes entre les régions. En effet, alors que la Lorraine imagine une situation très favorable au développement de la PE, les groupes Midi-Pyrénées et Normandie sont plus mitigés. La Normandie a même envisagé 2 sous scénarii différents.

Dans le premier cas (Lorraine + Normandie 3A), les experts voient dans l'orientation agro-écologique du scénario une opportunité pour la PE avec un fort soutien des politiques publiques à la diversification des systèmes et au couplage culture / élevage (autonomie alimentaire, valorisation des effluents, etc...). Dans ce scénario, les exploitations de GC réintroduisent de l'élevage, notamment pour valoriser les terres les moins productives. Les élevages spécialisés, eux, tendent à augmenter leur part en cultures pour chercher l'autonomie alimentaire, celle-ci étant bien valorisée auprès des consommateurs (traçabilité, filières non OGM, etc...).

Dans le second cas (Midi-Pyrénées + Normandie 3B), les groupes d'experts se disent que la baisse de la consommation de viande et le souci de réduire les GES sont des facteurs concourant à la diminution globale de l'élevage. La recherche de simplification du travail vient également s'ajouter dans la balance. Les systèmes avec élevage, PE ou spécialisés, sont donc en nette diminution. Les terres peu productives sont réorientées vers la forêt, bien valorisée dans ce scénario. Les modèles d'élevage qui persistent sont plutôt très extensifs (type ranching). Dans cette orientation, les experts imaginent que les politiques publiques encouragent plutôt la PE de territoire en soutenant les échanges entre céréaliers et éleveurs.

Dans tous les cas, toutes les régions envisagent une baisse assez forte de l'élevage laitier qui migre soit vers de l'allaitant, soit vers des grandes cultures. Les exploitations laitières qui se maintiennent sont plutôt des PE très autonomes, de grande taille, et inscrites dans des filières bien valorisées. Un autre élément constant est le développement important des cultures de légumineuses. A la fois pour l'alimentation animale en recherche d'autonomie, et pour l'alimentation humaine, en compensation de la baisse des protéines animales.

Particularité de Midi-Pyrénées : le maintien des systèmes ovins-caprins qui développent fortement la PE de territoire et sont soutenus par des filières bien identifiées et reconnues des consommateurs.

4. Leviers d'action pour la PCE

Pour cette deuxième séquence de travail, les experts ont retrouvé les sous-groupes (et donc le scénario) constitués lors de la première séquence. Pour les mêmes raisons que précédemment, Normandie et Pays-de-la-Loire ont traité le sujet en plénier. Après un temps de réflexion individuel, le groupe devait proposer quelques leviers d'action en faveur de la PCE dans le cadre du scénario traité. Les groupes disposaient des facteurs influençant la PCE, identifiés lors de la première réunion comme base de réflexion.

Un apport du groupe de travail RED-SPyCE GTN3 (proposition pour les politiques publiques) a permis de présenter quelques pistes de réflexion sur le volet politiques publiques avant que les groupes restituent leur travail en plénier.

Scénario 1 : Ultra-libéralisation des marchés et mondialisation galopante

Intitulé du levier	Description du levier	Modalités	Qui active le levier ?
Synergies territoriales	Favoriser l'économie circulaire et les synergies territoriales en appuyant les actions collectives (CUMA, assolements en commun, méthaniseurs...)	Formations, actions collectives	Territoires, filières
Assurance	Développer des assurances par rapport à la volatilité des marchés	Contrats d'assurance spécifiques	acteurs privés, filières
Filières intégrées	Développer des filières entièrement intégrées amont/aval comme éléments sécurisants : risques partagés, planification	Contrats d'intégration négociés, règlementations territoriales	Filières, collectivités locales
Niches PCE	Développer des marchés de niches s'appuyant sur le tourisme, l'image du terroir, la proximité... et encourageant la PCE de territoire. Par exemple SIQO "Aligot-saucisse" ou "Cassoulet"	Actions de communication, actions collectives	Territoires, filières, acteurs privés (IAA), collectivités locales
Aides à l'élevage	Aider spécifiquement au maintien de l'élevage et à la production de fourrages	Dégrèvement de charges sur la MO, sur les ateliers de transformation conditionnés par l'élevage	Territoires, filières, acteurs privés (IAA), collectivités locales

Dans ce scénario, les leviers identifiés reposent essentiellement sur les filières et les acteurs privés. Il y a peu de marge de manœuvre pour les acteurs publics, peu présents dans le contexte défini. Ce scénario apparaît comme particulièrement défavorable à la PCE et même à l'agriculture en général. La seule issue possible est entre les mains d'acteurs privés pouvant apporter des capitaux et soutenir une agriculture innovante et performante.

Néanmoins, les collectivités locales peuvent encore jouer un rôle en favorisant une PCE de territoire sur des marchés de niche ayant une identification territoriale forte.

Scénario 2 : Economie territoriale et recentrage sur la qualité

Intitulé du levier	Description du levier	Modalités	Qui active le levier ? (financeur...)
Filières locales	Favoriser les filières entièrement locales (de l'exploitation jusqu'au consommateur, y compris IAA) et valoriser les « services territoriaux et environnementaux » Favoriser les outils collectifs (transformation, vente)	Appui à l'investissement Subventions Associations producteurs/consommateurs Contractualisation Aides à l'animation et l'organisation de filières Soutien aux OP Règlementation des marchés publics (approvisionnement local) Aide au stockage de carbone	Etat-UE, région, consommateurs, collectivités locales, filières, OP
Lien au consommateur	Mener des actions de suivi de la traçabilité, transparentes pour le consommateur Argumenter sur la santé Renforcer les actions de communication envers le consommateur, intégrer les consommateurs dans le processus de production	Cahiers des charges / contrôle Développement numérique Subventions Appui aux actions de communication, notamment dans les écoles	Consommateurs, OP, filières, collectivités locales (PAT)
Valorisation du métier	Soutenir l'innovation technique pour soulager le métier d'éleveur et favoriser l'attractivité des métiers agricoles	Communication Actions de formation, accompagnement Recherche de solutions techniques	Région, filières
Installation facilitée	Faciliter l'accès au foncier pour tous ; favoriser l'installation de toutes les productions, préserver le foncier périurbain	Règlementation (accès au foncier, taille des EA...) Contrôle et régulation Actions de communication envers les citoyens pour faciliter les installations d'élevages Prise de participation dans le capital plutôt que subventions	Etat-UE, région, collectivités locales
Lien aux territoires	Renforcer l'implication des agriculteurs et les sensibiliser aux enjeux dans leur territoire	Actions de formation, de communication	Etat-UE, région, collectivités locales
Aides à l'emploi	Favoriser l'embauche par de l'accompagnement et de l'allègement des charges	Aides à l'embauche, accompagnement des employeurs, actions de communication, crédits, collectifs d'emploi	Etat-UE, région, collectivités locales, filières, OP
Diversification	Encourager la diversification des systèmes	Vraie éco-conditionnalité des aides, maintien des prairies diversification des assolements et des ateliers, Encouragement au couplage	Etat-UE, région

Le scénario 2 permet d’imaginer des leviers portés par les collectivités locales ou la région et donc en lien avec des politiques publiques territoriales. Néanmoins, les leviers identifiés par les experts dans ce scénario sont également très dépendants des consommateurs dont on attend une implication importante, notamment via des associations producteurs-consommateurs. Le propre du scénario 2 est de chercher une transparence maximale envers le consommateur afin de construire un lien fort qui permettra de soutenir les systèmes de production, en particulier les systèmes PCE, cultivant une image positive de l’agriculture.

Dans ce scénario, on cherche également à favoriser l’installation et l’emploi en reconstruisant le lien avec les habitants du territoire. Notamment pour l’installation d’élevages dont l’image est plutôt négative actuellement : par exemple favoriser l’installation d’élevages porcins plein air.

Scénario 3 : Transition agro-écologique et énergétique

Intitulé du levier	Description du levier	Modalités	Qui active le levier ? (financeur...)
Valorisation du métier	Soutenir l’innovation technique et organisationnelle pour soulager le métier d’éleveur et favoriser l’attractivité des métiers agricoles Appui à l’investissement pour favoriser l’installation	Communication Actions de formation, accompagnement Subventions conditionnées	Etat-UE, région, filière, collectivités locales
Lien au consommateur	Mener des actions de suivi de la traçabilité, transparentes pour le consommateur. Renforcer les actions de communication envers le consommateur pour donner une image positive de l’élevage	Cahiers des charges / contrôle Développement numérique Subventions Appui aux actions de communication (documentaires, visites de fermes, intervention dans les écoles...)	Consommateurs, producteurs, filières, collectivités locales
Valorisation de la qualité "écologique"	Communiquer sur l’empreinte écologique des produits (notamment produits importés) Valoriser les produits "vertueux" Economie circulaire (autonomie, valorisation des déchets...)	Subventions Appui aux actions de communication (étiquetage) Aides / taxes Règlementation (- d’OGM, - de phytos, + d’autonomie protéique et fourragère...)	Etat-UE, région, filière, collectivités locales
Recherche, développement et conseil	Soutenir la recherche : races, variétés + robustes pour diminuer l’usage des phytos, des antibiotiques, etc...	Amélioration du conseil, Subventions à la recherche	Etat-UE, région, filière, consommateur
Soutien au couplage	Favoriser les flux en interne et en externe aux exploitations agricoles	Aides à la logistique pour les échanges paille/fumier, soutien à la normalisation des effluents, financement du conseil technique prenant en compte le couplage, valorisation de l’autoconsommation	Etat-UE, région, filière, collectivités locales
Aides à l’emploi	Favoriser l’embauche par de l’accompagnement et de l’allègement des charges	Aides à l’embauche, accompagnement des employeurs, actions de communication, crédits,	Etat-UE, région, collectivités locales, filières, OP

		collectifs d'emploi, aides au remplacement	
Aides à l'élevage	Aider spécifiquement au maintien de l'élevage et à la production de fourrages	Dégrèvement de charges sur la MO, sur les ateliers de transformation conditionnés par l'élevage, aides à la méthanisation (structures collectives), réorganisation du parcellaire, développement de systèmes assuranciers spécifiques à la PCE, aide à l'investissement sur la mise en place de nouveaux ateliers avec conditions de réussite	Etat-UE, région, collectivités locales, filières, OP

On retrouve dans ce scénario des idées soulevées dans le scénario 2 : lien au consommateur, valorisation du métier d'éleveur. L'originalité principale de ce scénario est la valorisation de la qualité écologique des produits. Cela se traduit par une valorisation en termes de communication : mention de l'empreinte écologique au niveau de l'étiquetage, développement de cahiers des charges pour des produits « vertueux » (différent de l'agriculture biologique). Les experts ont également mentionné la nécessité de valoriser les aménités positives des systèmes agricoles, en particulier PCE, pour l'environnement : stockage de carbone, gestion des émissions de GES, valorisation des déchets et coproduits (économie circulaire), etc. On parle ici de valoriser le couplage culture/élevage, soit à l'échelle de l'exploitation, soit à l'échelle du territoire.

Ce scénario est celui dans lequel l'état est le plus présent et les politiques publiques semblent avoir plus de poids parmi les leviers proposés (taxes, subventions, réglementations).

Points de discussion

Dans les trois scénarii, on ne s'est pas vraiment soucié du changement climatique et des tensions que cela engendre sur l'utilisation de l'eau notamment. Ce paramètre peut jouer de manière très importante (en particulier dans le scénario 1 déjà très tendu) et modifier sensiblement les orientations imaginées.

Le rôle des collectivités territoriales a été mentionné dans les trois scénarii. Celles-ci peuvent être un acteur majeur d'activation des leviers identifiés, même dans le scénario 1.

Dans les trois scénarii, on constate que les leviers identifiés par les experts ne sont pas forcément centrés sur la PCE uniquement mais plus globalement sur l'élevage. On remarque une fois de plus (idem GE1) que les facteurs de maintien de la PCE reviennent essentiellement à des facteurs de maintien de l'élevage, notamment via l'investissement et la main d'oeuvre.

Il est intéressant de voir que dans chacun des scénarii, on peut identifier un « type d'acteur » principal pour activer les leviers en faveur de la PCE :

- Dans le scénario 1, ce sont principalement les **acteurs privés**, via les filières (IAA, coopératives,...) qui peuvent agir ;
- Dans le scénario 2, les **associations de consommateurs** (ou consommateurs-producteurs) sont au centre des préoccupations, ainsi que les **organisations de producteurs** ;
- Enfin dans le scénario 3, les **acteurs publics** (état, UE, région, collectivités) sont les principaux instigateurs des leviers proposés.

Le scénario réel se situant probablement au carrefour de ces 3 scénarii, on peut imaginer que chaque type d'acteur aura un rôle à jouer pour assurer le maintien de la PCE.

5. Conclusion et diffusion

Dans toutes les régions les experts se sont déclarés satisfaits de cette 3^e réunion. Ils ont globalement apprécié la démarche même si le délai entre les réunions (notamment la 2^e et la 3^e) était trop long à l'unanimité.

Les objectifs fixés ont été atteints et les 3 scénarios ont été élaborés de manière assez approfondie. On remarque une certaine homogénéité des résultats entre les régions, même si il persiste quelques « nuances » régionales, liées aux spécificités des territoires (et probablement aux profils d'experts présents).

Le travail de scénarisation fera l'objet d'une publication dans le cadre du projet RED SPyCE. Par ailleurs, les résultats sur les leviers permettront d'alimenter la tâche 2.3 dont l'objectif est d'élaborer des propositions pour les politiques publiques. Enfin, les régions proposeront des journées de restitutions régionales sous diverses formes afin de permettre aux personnes sollicitées d'avoir une vue d'ensemble des résultats du projet.